

"Le Peuple Malgache NE PEUT PLUS SUPPORTER sa misère"

déclare RASETA, député de Madagascar à notre camarade Marcel BEAUFRÈRE

Toute la presse aux ordres des colonialistes a présenté les événements de Madagascar comme étant la conséquence de l'excitation des agitateurs extrémistes du Mouvement démocratique de Renouveau malgache...

Cependant, lorsque nous demandons à Rasetta les raisons qui, à son avis, ont déclenché les événements actuels de Madagascar, il nous déclare : « Ecoutez, les Malgaches ont souvent été qualifiés, d'une façon méprisante, de « moutons », en raison de la douceur naturelle qui caractérise leur tempérament... »

« Deux francs de l'heure pour les ouvriers malgaches »

Rasetta nous donne alors quelques exemples de la misère effroyable des ouvriers malgaches. Les ouvriers des sucreries, de nuit, sont payés 13 francs par jour. A Tuléar, les ouvriers sont payés 15 francs pour huit heures de travail.

Ces chiffres prendront tout leur sens quand on ajoutera qu'un travailleur malgache a besoin d'un kilo de riz par jour. Le riz est le pain des Malgaches et le riz coûte 16 francs le kilo, à la taxe. Avec leur traitement de famine, les travailleurs de Madagascar ne peuvent donc ni se nourrir, ni à plus forte raison nourrir leur famille et encore bien moins se vêtir. Il restera évidemment la ressource aux détracteurs de la « civilisation » colonialiste de sourire en entendant parler de « travail » fourni par le Malgache. Il est établi en effet que les colons sont des hommes courageux et leurs esclaves des faibles. Les SS qui nous faisaient trimmer à coups de schlague avec un litre de soupe quotidiennement faisaient moult sur ce point comme sur les autres, du sentiment de supériorité très net qui anime toujours l'ascendant, quelle qu'en soit la nationalité. Ajoutons cependant ce petit détail qui nous est fourni par Rasetta, à savoir que les plus modestes travailleurs malgaches doivent payer 400 francs d'impôt, soit le produit de trois semaines de travail.

Peut-être les personnages qui cherchent le cause de troubles dans l'intervention malgache des agitateurs pourraient-ils méditer un peu ces chiffres. Mais cette misère profonde n'est pas la seule raison du mécontentement des masses.

L'Administration

Il faut entendre un « dit » de « la France d'outre-mer », qui est Anzillais, Arabe, Vietnamiens, Africain, parler de l'ADMINISTRATION. On imagine tout ce qui se cache de corruption, de brimades, de vols, de crimes derrière ce : « L'Administration ». (LIRE LA SUITE EN PAGE 3.)

3 Problèmes 1 Solution :

La voie de la capitulation (ou de la protestation contre la Gaule en tendant la main au M.R.P., ce qui revient au même) est la voie du « moule mal » de la faiblesse, du fascisme inéluctable, de la destruction des organisations ouvrières.

Notre est peut être dure, pleine d'ambitions, mais elle est juste, elle est tout cas la seule qui prépare la victoire et qui la garantit, parce qu'elle est la voie de l'action.

Louis MAGNIN

Il le faut, jusqu'à la grève générale. Contre-offensive qui reprendra classée ouvrière dans une attaque de la bourgeoisie aux points sensibles. Sur ce terrain la bourgeoisie est un bloc. Un patron qui cède sur le terrain des salaires, c'est un atout de moins pour la Gaule.

Contre-offensive qui posera aussi des problèmes politiques. Car il faut armer les travailleurs, faire naître un vaste mouvement qui imposera en fin de compte à la bourgeoisie un gouvernement des ouvriers et des paysans.

Louis MAGNIN

Lettre du Dr. Pham-Ngoc-Thach

sous-secrétaire d'Etat de la République démocratique de Viet-Nam au Secrétariat du Socialist Workers Party (Parti trotskyste américain)

Introduction. Le porte-parole du Viet-Nam, dans la lettre ci-dessus, se réfère à la manifestation communale dirigée à New-York par le Socialist Workers Party, le Workers Party et le Viet-Nam American Friendship Association devant le consulat français le 25 janvier 1947.

Bureau du Président du Conseil REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU VIET-NAM INDEPENDANCE - LIBERTE - BONHEUR Près d'Hanoi, 15 février 1947. Docteur PHAM-NGOC-THACH, sous-secrétaire d'Etat, au Secrétariat du « Socialist Workers Party New-York.

Cher Monsieur, Nous avons été très émus par la grande manifestation que vous avez faite à New-York en faveur de la lutte pour l'indépendance du Viet-Nam. Au nom du président Ho-Chi-Min et du gouvernement de la République du Viet-Nam, je vous fais part, à vous et à votre organisation, de notre gratitude.

D'autre part, la Fédération du Travail du Viet-Nam m'a demandé de vous envoyer, à vous et à votre organisation, leurs saluts et leurs remerciements les plus chaleureux.

C'est la première fois que le peuple américain a soutenu ouvertement notre lutte actuelle. Nous espérons que grâce à votre activité les organisations progressistes américaines nous enverront des armes, des munitions et des médicaments pour nous aider à balayer l'impérialisme français.

Sincèrement vôtre P. N. THACH.

LA POURRITURE N'A PAS CHANGE

B. C. R. A., D. G. E. R., Sureté Nationale, Police Judiciaire, Surveillance du Territoire, etc.

LA POLICE BOURGEOISE EST AUSSI POURRE que le régime qu'elle sert

L'inspecteur Pouzelgues, commissaire principal de la Sureté nationale, compte parmi les rares fonctionnaires contre qui des mesures immédiates ont été prises, en relation avec l'affaire Joannovici. Encore l'histoire vaut-elle d'être rapportée. Pouzelgues, détaché à la Sécurité du Territoire, déjà compromis dans une affaire de trafic de déchets, menait un train de vie que son traitement — pourtant enviable — ne suffit pas à expliquer. Ce protecteur de Joannovici fut révoqué par le ministre Dupretux. La Commission administrative de la Sureté nationale examina son cas, après la sanction prise par le ministre, et recommanda la révocation par une mesure moins sévère : elle le pria de rester chez lui avec maintien de son traitement. L'esprit de corps de l'administration à laquelle il appartient dit « Combat » du 23 mars, jouait activement en sa faveur. Son chef serait même allé jusqu'à offrir sa démission pour le couvrir. Ce dénouement se passa de tout commentaire. Il prouve qu'il ne s'agit pas d'un fonctionnaire, mais de la Sureté nationale et, plus généralement, de toute l'administration policière qui est corrompue.

Meurtres et suicides

Un autre commissaire de la Sécurité du territoire, Marius Rouille, compromis dans l'affaire Joannovici, était trouvé le 26 mars, dans une chambre de l'hôtel Rex, rue de Moscou. Suicide prouvé qui répond à l'assassinat d'Otto Brandel, un zone française d'occupation en Allemagne, où il résidait. Ce dernier, espion nazi et chef du bureau de l'achat de produits de guerre, avait été tué par le colonel Lapeusse. L'assassinat de Brandel avait été commis par le colonel Lapeusse, après l'affaire Joannovici, n'est qu'un exemple.

L'ombre de la D.G.E.R.

Mais le commissaire Pouzelgues nous a-t-il également été à la D.G.E.R. et au B.C.R.A. de Louvain, où est son origine. Le directeur de la Sécurité du territoire, qui était détaché Pouzelgues, était un certain Wybot, qui était membre de l'état-major du B.C.R.A. à Londres. Ce Wybot a mis en honneur à la Sécurité du territoire les méthodes de perquisitions sans mandat, d'arrestations illégales, etc., qui avait sans doute appris de son patron le colonel Lapeusse.

La D.G.E.R. protège et protège encore toute une série d'anciens fonctionnaires de différentes Gestapo. C'est elle qui fit libérer Lapeusse, tandis que le colonel Mouton (D.G.E.R.) allait jusqu'à lui délivrer un certificat

(LIRE LA SUITE EN PAGE 3.)

LIBERATION des élus malgaches !

Cette fois, le scandale éclate aux yeux de tous. Sentant trembler sous eux leur monstrueux édifice de pillage et de rapines, les colonialistes enragés, auxquels se joignent les « socialistes » du gouvernement, arrêtent des députés, les élus du peuple malgache. Ils demandent la levée de l'immunité, basouffant ainsi, à l'aide des plus répoussantes provocations policières, les principes mêmes de leur propre démocratie parlementaire.

L'Indochine combat héroïquement, Madagascar se soulève, l'Afrique du Nord et l'Afrique noire s'éveillent. Demain, si les travailleurs de France ne s'unissent pas aux peuples coloniaux pour briser l'impérialisme français, les mêmes hommes qui emprisonnent aujourd'hui les élus malgaches, se jetteront à plat ventre devant le stek du général et s'efforceront d'écraser le mouvement ouvrier.

Socialistes, votre honte est d'accepter que se réclament encore de votre parti des traités comme Moutet et Radamier ; chassez-les des deux valets qu'ils sont ; exigez la libération immédiate de tous les élus malgaches, ainsi que celle de Duong Bach Mai. Communistes français, anarchistes, syndicalistes, unissons-nous pour répondre non à ces mesures ; cessez de répéter en paroles qu'un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre ; grouvez. Il faut agir, et par TOUS LES MOYENS, arrachez l'arme colonialiste aux mains de la bourgeoisie.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4.)

Le parti communiste et l'indépendance française

Les dirigeants du parti communiste utilisent contre la volonté revendicative des travailleurs un argument qui leur sert de recours ultime quand les ouvriers ont refusé leur mécontentement. Cet argument est destiné à troubler l'esprit des travailleurs en leur inspirant une sainte terreur : « s'agit de l'indépendance française ». « Produisez l'indépendance aux ouvriers, produisez l'indépendance aux militaires de 1944 de rendre leurs armes, afin de ne pas irriter les Anglo-Américains, et de ne pas les inciter à intervenir militairement contre les travailleurs français comme ils le font contre le peuple grec.

L'argumentation des dirigeants du P.C.F. mérite qu'on s'y arrête, car elle est souvent un frein à l'activité des revendications des travailleurs. La sagesse populaire commença à répondre à cette argumentation : depuis trois ans le peuple ne ménage pas ses efforts, la production a considérablement augmenté, et pourtant les crédits accordés nous ont été et nous sont encore nécessaires, et pourtant l'offensive de la Gaule s'appuie ouvertement sur les U.S.A., pour l'intrusion des capitaines américains en France à titre de « militaires libres ». Et le marxiste révolutionnaire tire les leçons politiques de ces constatations : parler de l'indépendance française dans les conditions de la France capitaliste, cela ne peut vouloir dire que : indépendance et grandeur de la bourgeoisie française ; et encore : l'indépendance et la grandeur des ouvriers plus de statur des ouvriers

Il faut rompre la coalition gouvernementale. Unir les forces ouvrières. Engager la contre-offensive pour les salaires et les libertés.

Il faut choisir. Aujourd'hui le « bourgeois » est là, il a repris du poil de la bête, comme faire à la Libération, lorsque la capitale des F.T.P. était en armes, il le réalisa avec sa politique de gangsters, de ruses, d'aventures, de fondes un nouveau parti d'extrême-droite, « Rassemblement du peuple français ». La manœuvre du parti Gaule est une étape ; elle impose d'être très clair, ou bien les travailleurs continueront à faire confiance à la politique du « bourgeois », ou bien ils se désarmeront devant ses ennemis. Chaque concession, si elle semble retarder l'échéance, ne la rend que plus fatale. La coalition au gouvernement, si elle paralyse encore plus gravement les travailleurs et permet ainsi à la bourgeoisie de profiter de la passivité ouvrière. Les politiques de « production », si elle installe le P.C. dans les hommes, le trahit, rapporte, réalise ainsi l'immense avantage que leur insufflent une énergie nouvelle.

Or, en ce qui concerne les exigences « salariales », après s'être efforcés de ne pas perdre la main, on est menacé, et on finit par livrer totalement l'impulsion au bourgeois.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 1.)

BATAILLE DES SALAIRES LIBERATION des PEUPLES COLONIAUX BARRAGE A DE GAULLE

3 Problèmes 1 Solution :

★ Rompre la coalition gouvernementale. ★ Unir les forces ouvrières. ★ Engager la contre-offensive pour les salaires et les libertés.

Que penserait-on d'un homme qui se dirigerait dans l'existence à l'aide du principe suivant : « Je vais me casser le bras, pour éviter d'avoir les deux jambes coupées ; je vais me crever l'œil pour éviter de perdre la tête » ? Sans doute qu'il est bien fou de se mutiler volontairement, alors qu'il aurait besoin de toute sa force, de toutes ses capacités, pour empêcher justement que le pire n'arrive.

La politique du « moindre mal » C'est pourtant cette politique que les grandes organisations ouvrières imposent aux travailleurs. Elle a déjà une histoire dans le mouvement ouvrier ; elle s'appelle la politique du « moindre mal ». Elle consiste à désarmer les forces populaires à la libération par ce que leur paralyse dans ce « moindre mal » qu'une intervention américaine ; elle consiste à s'allier avec le M.R.P. dans la Libération, lorsque la capitale des F.T.P. était en armes, il le réalisa avec sa politique de gangsters, de ruses, d'aventures, de fondes un nouveau parti d'extrême-droite, « Rassemblement du peuple français ».

Il faut choisir. Aujourd'hui le « bourgeois » est là, il a repris du poil de la bête, comme faire à la Libération, lorsque la capitale des F.T.P. était en armes, il le réalisa avec sa politique de gangsters, de ruses, d'aventures, de fondes un nouveau parti d'extrême-droite, « Rassemblement du peuple français ».

Or, en ce qui concerne les exigences « salariales », après s'être efforcés de ne pas perdre la main, on est menacé, et on finit par livrer totalement l'impulsion au bourgeois.

AUGMENTATION de 10 frs de l'heure MAINTIEN des 40 heures !

L'arrêté sur l'attribution d'une indemnité mensuelle temporaire et exceptionnelle paru au Journal officiel du 6 avril, donne un tableau qui fixe les chiffres de cette indemnité pour la région parisienne. Nous voyons ainsi que 7.000 francs est le salaire accordé officiellement pour 208 heures, tandis que pour 40 heures par semaine le salaire minimum doit s'élever à 8.333 francs ; il est naturellement convenu dans cet arrêté que les autres zones subissent les abattements prévus par la réglementation en vigueur. Voilà donc ce que nous avançons la semaine dernière à cette même place : une amorce a été consentie aux salaires les plus misérables (7.000 frs brut c'est-à-dire, 6.512 frs net à la libre zone pour 208 heures) il ne peut s'agir là d'un minimum vital.

Soucieux d'éviter la colère des travailleurs qui pouvaient s'attendre à une attitude plus ferme de leur part, les responsables du Bureau confédéral dans un communiqué du 9 avril protestent contre la conception gouvernementale du minimum vital. Mais les conceptions gouvernementales ne sont pas différentes de l'orientation qui détermine les mots d'ordres des responsables syndicaux : celle du « revenu national » ; par ailleurs l'arrêté sur l'attribution d'une indemnité mensuelle temporaire et exceptionnelle a été pris à la suite d'une vote unanime de l'Assemblée, S.F.I.O. et P.C.F. y compris.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4.)

Le parti communiste et l'indépendance française

Les dirigeants du parti communiste utilisent contre la volonté revendicative des travailleurs un argument qui leur sert de recours ultime quand les ouvriers ont refusé leur mécontentement. Cet argument est destiné à troubler l'esprit des travailleurs en leur inspirant une sainte terreur : « s'agit de l'indépendance française ». « Produisez l'indépendance aux ouvriers, produisez l'indépendance aux militaires de 1944 de rendre leurs armes, afin de ne pas irriter les Anglo-Américains, et de ne pas les inciter à intervenir militairement contre les travailleurs français comme ils le font contre le peuple grec.

L'argumentation des dirigeants du P.C.F. mérite qu'on s'y arrête, car elle est souvent un frein à l'activité des revendications des travailleurs. La sagesse populaire commença à répondre à cette argumentation : depuis trois ans le peuple ne ménage pas ses efforts, la production a considérablement augmenté, et pourtant les crédits accordés nous ont été et nous sont encore nécessaires, et pourtant l'offensive de la Gaule s'appuie ouvertement sur les U.S.A., pour l'intrusion des capitaines américains en France à titre de « militaires libres ». Et le marxiste révolutionnaire tire les leçons politiques de ces constatations : parler de l'indépendance française dans les conditions de la France capitaliste, cela ne peut vouloir dire que : indépendance et grandeur de la bourgeoisie française ; et encore : l'indépendance et la grandeur des ouvriers plus de statur des ouvriers

Il faut rompre la coalition gouvernementale. Unir les forces ouvrières. Engager la contre-offensive pour les salaires et les libertés.

Il faut choisir. Aujourd'hui le « bourgeois » est là, il a repris du poil de la bête, comme faire à la Libération, lorsque la capitale des F.T.P. était en armes, il le réalisa avec sa politique de gangsters, de ruses, d'aventures, de fondes un nouveau parti d'extrême-droite, « Rassemblement du peuple français ».

Or, en ce qui concerne les exigences « salariales », après s'être efforcés de ne pas perdre la main, on est menacé, et on finit par livrer totalement l'impulsion au bourgeois.

Que penserait-on d'un homme qui se dirigerait dans l'existence à l'aide du principe suivant : « Je vais me casser le bras, pour éviter d'avoir les deux jambes coupées ; je vais me crever l'œil pour éviter de perdre la tête » ? Sans doute qu'il est bien fou de se mutiler volontairement, alors qu'il aurait besoin de toute sa force, de toutes ses capacités, pour empêcher justement que le pire n'arrive.

La politique du « moindre mal » C'est pourtant cette politique que les grandes organisations ouvrières imposent aux travailleurs. Elle a déjà une histoire dans le mouvement ouvrier ; elle s'appelle la politique du « moindre mal ». Elle consiste à désarmer les forces populaires à la libération par ce que leur paralyse dans ce « moindre mal » qu'une intervention américaine ; elle consiste à s'allier avec le M.R.P. dans la Libération, lorsque la capitale des F.T.P. était en armes, il le réalisa avec sa politique de gangsters, de ruses, d'aventures, de fondes un nouveau parti d'extrême-droite, « Rassemblement du peuple français ».

Il faut choisir. Aujourd'hui le « bourgeois » est là, il a repris du poil de la bête, comme faire à la Libération, lorsque la capitale des F.T.P. était en armes, il le réalisa avec sa politique de gangsters, de ruses, d'aventures, de fondes un nouveau parti d'extrême-droite, « Rassemblement du peuple français ».

Or, en ce qui concerne les exigences « salariales », après s'être efforcés de ne pas perdre la main, on est menacé, et on finit par livrer totalement l'impulsion au bourgeois.

Il faut rompre la coalition gouvernementale. Unir les forces ouvrières. Engager la contre-offensive pour les salaires et les libertés.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 1.)

EDITORIAL Si le fascisme se développe Il faudra des armes au peuple !

De « L'Époque », qui exprime le point de vue de l'état-major, jusqu'aux journaux radicaux, en passant par « Le Monde », du Comité des Forges. Toute la presse capitaliste approuve de Gaulle de manifester son respect de la légalité républicaine, de vouloir la révision légale de la Constitution, etc.

Certains, comme « Le Figaro », conseillent à de Gaulle de s'allier au M.R.P. ; d'autres, comme « L'Aurore », de chercher un accord avec Léon Blum et les chefs socialistes.

Cela signifie-t-il que de Gaulle ne veuille pas employer la violence ? Les travailleurs seraient naïfs de le croire.

On sait comment procéda Hitler. Il utilisa lui aussi la légalité de la République de Weimar. Il alla aux élections, conquérait des sièges. En même temps, il avait ses S.A. et ses S.S. pour préparer le climat électoral. Il combattait la terreur physique et la propagande. Et il s'appuya sur l'armée.

Le plan du général de Gaulle n'est pas différent, dans son fond. De Gaulle dispose déjà d'une base d'appui parmi les généraux et officiers de l'armée, de compléters dans l'appareil d'Etat. Aujourd'hui, il ouvre des permanences du R.P.F. Il recrute ses futures sections d'assaut.

Au moment opportun, c'est-à-dire au moment que les gros capitalistes détermineront, les armes, comme disait Mussolini, « jailliront des poings ». Car seule la bourgeoisie dispose des armes et il n'est pas difficile de les faire passer des casernes et des locaux de la police au domicile des hommes du R.P.F., dans les riches demeures des bourgeois ou même dans les permanences du R.P.F.

Or qu'opposent au plan gaulliste, les dirigeants dans lesquels la classe ouvrière a placé sa confiance ? Rien d'autre que la politique de la social-démocratie allemande, celle que Trotsky caractérisait comme la « politique du moindre mal ».

Sans parler de Le Troquer et des Robert Lacoste qui ont dès maintenant partie liée avec le général, pas un des grands dirigeants communistes français, socialistes, ou cégétistes, pas une seule ligne de « l'Humanité », ou du « Peuple », n'a posé le problème sur ses pieds.

Il est vrai que l'offensive gaulliste fait partie intégrante du plan Truman, plan antisoviétique, anticommuniste et, en définitive, antiouvrier ; plan destiné à préparer une troisième guerre mondiale ; plan qui mettra l'Europe à la merci du capitalisme américain.

Mais précisément à cause de cela, le plan Truman, en France plus que partout ailleurs passe par une offensive antiouvrière féroce. Il s'agit pour Truman, comme pour les capitalistes français, de DETRUIRE le parti communiste français comme force politique et sa prépondérance dans la C.G.T.

Les communistes internationalistes, les ouvriers révolutionnaires veulent aussi la destruction de la politique stalinienne qui, plus particulièrement depuis la Libération, a fait tant de mal à la classe ouvrière en empêchant une bataille victorieuse des salaires, en consolidant la domination bourgeoise et en faisant accepter de nouveaux sacrifices aux masses laborieuses. Mais les ouvriers révolutionnaires veulent vaincre eux-mêmes le stalinisme. Ils veulent remplacer la politique de collaboration des classes par la lutte de classe. Ils ne peuvent pas oublier, un seul instant, que Truman et de Gaulle ne veulent détruire le P.C.F. et son influence dans la C.G.T. que pour leur passer de nouvelles chaînes.

Pour faire face à un nouvel hitlérisme, pour étouffer dans l'œuf, tout de suite, le complot gaulliste, il faut mobiliser la classe ouvrière elle-même. Ce ne sont pas des phrases sur « l'autorité de l'Etat » qui feront reculer de Gaulle, car cet Etat n'a pas d'autorité à l'encontre des besoins de la bourgeoisie. Ce ne sont pas les « blocs des républicains » qui nous préserveront d'une nouvelle montée fasciste.

Des Comités de vigilance sont formés, paraît-il, dans l'Hérault, en Corse, dans le Pas-de-Calais. Est-ce qu'ils resteront des organismes de somme, rédigent quelques communiqués ? Ou bien organiseront-ils la résistance, à l'usine, au village, dans le quartier ouvrier ? Dans ce dernier cas seulement, ils réalisent une véritable unité d'action ouvrière et paysanne capable non seulement de stopper le gaullisme, de le désarmer, mais d'ouvrir la voie à une contre-offensive ouvrière pour de meilleures conditions de vie, pour la défense des libertés, pour faire échec aux plans de guerre de Truman.

Vigilance à l'usine, dans le quartier ouvrier, dans le village ! Contre-offensive pour imposer : - l'arrestation des complices de de Gaulle dans l'armée et dans la haute administration ; - l'enquête publique sur l'origine des fonds dont dispose de Gaulle ; - la reconstitution des milices populaires, la restitution de leurs armes et de leurs locaux, leur droit à s'entraîner, à se préparer à la lutte et à élire leurs responsables.

Paul PARISOT.

"Liquidez les partisans grecs."

Tel est le mot d'ordre de Truman qui finance la terreur en Grèce

A la fin de la première semaine de la « grande offensive » déclenchée par le gouvernement monarchique d'Athènes contre les partisans, le communiqué officiel annonce que « les opérations engagées depuis le début de l'opération ont été retardées du fait de la neige et de la pluie ». Nous enregistrons pour la guerre, et 6.000 bandits de l'E.D.E.S. du général Zervas, appuyés par 200 avions, la grande offensive de guerre grecque, une escadre américaine « en croisière », toutes ces forces sous le commandement effectif des généraux et amiraux britanniques et américains, avaient, enfin, réussi à encercler un groupe de 150 à 200 partisans.

En revanche, 400 partisans ont occupé pendant douze heures le village Rapani, sur un des sommets du mont Olymp et ne l'abandonnèrent qu'après avoir anéanti les forces gouvernementales qui les y cantonnaient. D'autres attaques locales des partisans ont eu lieu en Macédoine et dans le Péloponèse.

Dans les milieux officiels d'Athènes on redoute que les opérations soient longues et difficiles. Mais on reconnaît aussi que leur échec mettrait en danger le régime actuel imposé par l'impérialisme américain.

Dans leur lutte sans merci contre la réaction grecque et mondiale, les partisans ont deux avantages d'une énorme importance : 1° les vastes régions montagneuses dans lesquelles leurs formations évoluent sont impraticables pour des troupes régulières et 2° le maquis grec est un véritable magasin de masses. Aujourd'hui les partisans organisés, les unités,



L'Amérique « reconstruit » la Grèce

pourvus d'une longue expérience et décidés à mourir jusqu'au dernier, d'innombrables couches populaires se tiennent prêts à participer au combat. Des paysans cultivent leurs champs dans la journée et prennent les armes la nuit, assurent le ravitaillement des combattants, constituent un immense réseau de renseignements sur les mouvements de l'adversaire, couvrent la retraite des combattants, leur assurent un asile quand ils se trouvent en danger. Les travailleurs des villes, de leur côté, participent à la lutte. Le jour du déclenchement de l'offensive, l'appareil d'Etat était paralysé par la grève générale des fonctionnaires qui protestaient contre l'assassinat, au cours d'une attaque effectuée par les fascistes, de trois de leurs camarades travaillant dans l'imprimerie du journal du parti communiste. Des ouvriers imprimeurs se mettaient à leur tour en grève.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 1.)

L'argumentation des dirigeants du P.C.F. mérite qu'on s'y arrête, car elle est souvent un frein à l'activité des revendications des travailleurs. La sagesse populaire commença à répondre à cette argumentation : depuis trois ans le peuple ne ménage pas ses efforts, la production a considérablement augmenté, et pourtant les crédits accordés nous ont été et nous sont encore nécessaires, et pourtant l'offensive de la Gaule s'appuie ouvertement sur les U.S.A., pour l'intrusion des capitaines américains en France à titre de « militaires libres ». Et le marxiste révolutionnaire tire les leçons politiques de ces constatations : parler de l'indépendance française dans les conditions de la France capitaliste, cela ne peut vouloir dire que : indépendance et grandeur de la bourgeoisie française ; et encore : l'indépendance et la grandeur des ouvriers plus de statur des ouvriers

Il faut rompre la coalition gouvernementale. Unir les forces ouvrières. Engager la contre-offensive pour les salaires et les libertés.

Il faut choisir. Aujourd'hui le « bourgeois » est là, il a repris du poil de la bête, comme faire à la Libération, lorsque la capitale des F.T.P. était en armes, il le réalisa avec sa politique de gangsters, de ruses, d'aventures, de fondes un nouveau parti d'extrême-droite, « Rassemblement du peuple français ».

Or, en ce qui concerne les exigences « salariales », après s'être efforcés de ne pas perdre la main, on est menacé, et on finit par livrer totalement l'impulsion au bourgeois.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 1.)

France libre et 40 heures

Puisque les prix ne descendent pas vers les salaires, que les salaires montent vers les prix!

Il n'existe pas de « relèvement national » ; il y a d'une part le relèvement des conditions d'existence des travailleurs français (lié au relèvement des conditions d'existence des exploités du monde entier), seul, ce relèvement peut impulser un redressement de la production pour les travailleurs.

Il y a d'autre part le relèvement du capitalisme français ; après deux ans où la production n'a fait qu'augmenter nous voyons aujourd'hui qui en profite, et nous sentons déjà qu'il nous faut nous conduire demain, quand le R. P. F. sera développé.

Les responsables du Bureau confédéral protestent aujourd'hui « catégoriquement », de la même façon qu'ils « exigent » le minimum vital de 4.000 fr. par mois en février 1945, de la même façon qu'ils exigent les 25 % en juin 1946, de la même façon qu'ils exigent les 103.000 fr. par an en novembre 1946. Les responsables du Bureau confédéral protestent « catégoriquement » contre le calcul de l'indemnité de vie obérée sur 208 heures « alors », dit le communiqué, qu'il a toujours été convenu et admis qu'il y avait 48 heures par semaine correspondant à 208 h. par mois. Admis et convenu par les 48 heures ? Par nos responsables syndicaux, par les députés M.R.P., P.R.L., P.C.F. et S.F.I.O., mais vous, camarades des usines, des ateliers, des bureaux de haute lutte les 40 heures, avez-vous été consultés ? Car ainsi ont été admis le blocage des salaires, le maintien au rendement, et que demain, si les travailleurs ne viennent pas, sera avivée l'immensité mensuelle temporaire et exceptionnelle de vie chère, nouvelle appellation du minimum vital.

Assez de protestations « catégoriques » ! Assez de décisions prises dans les bureaux ! C'est dans les usines, c'est par leur action que les travailleurs décideront et arracheront le minimum vital, le relèvement de leurs conditions d'existence.

Les revendications premières

Nous n'acceptons pas l'abandon des 40 heures ; car des arrachées de haute lutte, doivent rester la semaine de travail officielle et égale ; sur la base des 40 heures, les travailleurs doivent imposer l'immédiat paiement de la déduction par heure. Ces 10 francs correspondent à la différence entre le minimum défini par Frachon en juillet 1946 — 25 francs — et les 150 francs de la semaine de l'heure — mis en avant aujourd'hui. Pour les salariés au mois, cette différence est de 2.600 francs. Ces 10 francs par semaine sont une somme dérisoire en attendant le véritable minimum vital qui sera fixé en fonction du coût de la vie.

Combattre pour les salaires, c'est faire reculer la réaction

C'est dans ce sens, que nous donnons la bataille des salaires ne fait que commencer. Réclamons 10 francs par semaine, nous ne sommes pas passés par la voie du minimum

A propos du Congrès des J. S.

REPONSE à un Jeune Social-Démocrate

Des militants des Jeunesses socialistes sont venus nous apporter plusieurs tracts distribués à leur Congrès par les militants du P. C. I. Ils nous ont parlé des affaires intérieures aux Jeunesses socialistes. Je répondrai à ces militants sur la base de la vérité, et de la vérité contre le social-démocrate. Le produit de cette indignation, est un petit tract rétrospectif où il s'agit de raconter.

Logique de domestique

Notre jeune social-démocrate trouve déplacé que nous appelions la Jeunesse socialiste à en finir avec le vermillon révolutionnaire et à rompre avec le parti de Ramadier. Pourquoi ? Parce que la J. S. a soutenu l'admission des jeunes communistes internationaux au Front laïque de la jeunesse. Le but argumenté si les Jeunesses socialistes ont soutenu l'admission de la J. C. I., imagine que ce n'est pas par son fait que nous sommes en mesure de nous séparer de la J. S. et que nous sommes en mesure de nous séparer de la J. C. I. abandonnerait ses idées.

Ceux qui n'hésitent jamais...

Mais le parti socialiste, lui, n'hésite jamais quand il s'agit de servir la bourgeoisie. Nous mettons au défi notre honorable contradicteur de trouver une époque où son parti ait rompu avec la bourgeoisie, ne fût-ce que pendant quelques jours.

Former des jeunes socialistes

Notre objectif est de former de jeunes militants socialistes, poursuit-il, et non de forger les cadres du P. C. I.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souscris, déclare m'abonner à LA VERITE pour 1 an (52 n°) 250 fr. pour 6 mois (26 n°) 125 fr. pour 3 mois (13 n°) 65 fr.

Nom Adresse Envoyer ce bulletin 100, rue Réaumur, Paris (2°), et les mandats à : LA VERITE, C.O.P. 5479-17 Paris. Signature : Soutenez LA VERITE en remplissant ce bulletin dès aujourd'hui. Travail exécuté par des ouvriers syndiqués. Le gérant : M. JULLIA. SOCIÉTÉ NATIONALE DES IMPRIMERIES DE PRESSE 100, rue Réaumur

La classe ouvrière doit savoir, pour vaincre, rejeter la politique de capitulation défendue par ses dirigeants actuels ; ces dirigeants la conduisent au découragement et à la défaite. Dans la lutte, les travailleurs se forgeront une direction révolutionnaire constamment contrôlée par eux, qui imposera à la bourgeoisie le relèvement de leurs conditions d'existence. Bernard LANDAU.

POUR BARRER LA ROUTE A DE GAULLE



Contre-offensive ouvrière !

Non, nous n'abandonnerons pas LES 40 HEURES !

Le 30 mars, l'Assemblée constituante, unanime, fixait le salaire « minimum vital » à 7.000 francs par mois pour 48 heures de travail.

Il est hors de doute que la loi de misère votée par les « élus du peuple », loi qui clôt, du moins officiellement, jusqu'au 1^{er} juillet prochain, la bataille pour les salaires n'a pas du tout fixé un « minimum vital » correspondant à la fois au coût de la vie et aux besoins des travailleurs.

Les 7.000 francs « brut » pour 48 heures de travail sont ramenés à 5.833 francs pour 40 heures. C'est-à-dire qu'en fait seuls les travailleurs faisant au moins 48 heures par semaine bénéficient du « minimum vital ».

Ainsi, pour la première fois depuis 1888, il est porté atteinte à l'une des conquêtes essentielles de la classe ouvrière. La police en matière de salaire, inaugurée en 1839, poursuivait pendant l'occupation et largement développée après la « libération » n'avait jusqu'alors jamais porté atteinte à la durée légale du travail. Le premier pas vient d'être fait.

La durée effective. Nous savons bien que la plupart des ouvriers font plus de 40 heures par semaine.

Une récente statistique du ministère du Travail indiquait que dans la métallurgie 13,9 % des effectifs travaillaient 40 heures ; 24,7 % plus de 40 heures et moins de 48 ; 58,9 % 48 heures et plus.

En 1936, un pas en avant était fait : la semaine de 40 heures était officiellement reconnue. Aujourd'hui, tout est remis en question par ceux qui prétendent défendre les intérêts ouvriers.

Le Parti communiste internationaliste appelle tous les travailleurs à se dresser contre cette mesure réactionnaire. Elle défend la conquête essentielle de juin 1936 en votant des résolutions dans leurs usines, leurs bureaux, en faisant circuler des pétitions, en mettant les 40 heures dans leurs cahiers de revendications.

Un autre langage. Ce n'est pas la première fois que la bourgeoisie, appuyée sur les dirigeants traîtres, porte atteinte à la durée du travail. Elle y trouve son compte, puisque sa plus-value — donc son profit — augmente à mesure que grandit la durée du travail.

Mais contre cette exploitation, le prolétariat a lutté avec acharnement. Toute son histoire est imprégnée de ces luttes. Nous ne pouvons ici les retracer. Rappelons seulement qu'après l'époque de 1919, les travailleurs arrachèrent la journée de huit heures.

Les arguments employés n'étaient pas différents de ceux que l'on entend aujourd'hui. Il s'agissait d'accroître la production, de reconstruire l'appareil économique.

Mais les dirigeants syndicaux avaient un tout autre langage et une tout autre action que celle que nous leur connaissons actuellement.

Les travailleurs, répondant-ils, ne sont pas responsables de ce déséquilibre provoqué par la guerre, pas plus que de l'état arriéré de l'économie et de la décadence de la situation financière de

des fascistes, et constituent l'avant-garde des milices ouvrières, embryon de l'armée rouge.

Réduction du temps de service à six mois. Dans le cadre de ces objectifs généraux, le 1^{er} congrès a formulé une série de revendications, dont la défense des jeunes encasernés et notamment la réduction du temps de service à 6 mois.

Pas un homme, pas un sou pour la guerre d'Indochine. Dès maintenant, il faut arrêter le flux de l'impérialisme assaillant qui n'empêche pas la révolte des peuples coloniaux en lutte pour leur indépendance et leur liberté.

Le 1^{er} congrès a décidé « d'opposer un militaire autonome de la classe ouvrière » (2). Il a préconisé la formation d'une Jeune Garde Antifasciste et une des formes d'organisation autonome de la jeunesse ouvrière opposée aux organisations bourgeois, qui aura pour objet de combattre les ban-

A GRENOBLE La campagne est l'âme des traîtres

Le "Travailleur Alpin" insulte le camarade Lyon

Les bureaucrates syndicaux de l'U.D. sont aux abois. Le stalinien Dufour, secrétaire du F.U.S.B.B., dit « cru, lors du dernier congrès du 4^{er} trimestre tenu les 8 et 9 mars à Grenoble, qu'il fallait de colonnier démissionner le camarade Lyon, délégué de la section des plombiers, et d'avoir recours à la violence afin de l'empêcher de parler pour souffler l'esprit des syndiqués de base les de la dictature des bureaucrates.

Quand les bureaucrates sont désavoués...

Une assemblée générale du bâtiment que les bureaucrates syndicaux avaient tenté de réunir avec un ordre du jour restreint, a tourné à leur désavantage. Abandonnés par le nombre peu élevé des participants, les gars étant écœurés de l'attitude des bureaucrates, et ensuite par le fait que la majorité des présents a voté le renvoi de l'assemblée à un autre jour, au programme, une large discussion sur les congrès.

Le Travailleur alpin du 9 avril a inséré un article intitulé « Bech et agents de la réaction ».

Après avoir attaqué la C.F.T.C., le P.S. et certains M.R.P. qui ont été désignés par les agents de la réaction ? Qu'en pense le camarade Dufour ? L'auteur en vient aux tristes qui, dit-il, des promesses de la bourgeoisie, l'appui de certains renégats ne peuvent continuer leur sale besogne que grâce au sabotage de l'épuration.

« L'épuration a été sabotée nous en sommes convaincus. Mais c'était à coup sûr un sabotage de marque que celui qui déclarait, au moment décisif : « Il faut faire confiance à la police et à l'armée bourgeoise ». Le grand camarade Maurice Thorez.

Les preuves manquent et pour cause...

Et voilà maintenant les auxiliaires précités de la réaction, les « hitléro-trotskystes », l'auteur de l'article du Travailleur alpin ignore sans doute encore le procès de Nuremberg, il ne sait pas qu'il n'a pas été possible, et pour cause, de trouver un seul document indiquant le moindre contact entre Trotsky et les chefs de l'Allemagne hitlérienne.

Par contre, et c'est encore suffisant pour nous faire croire que les documents faisant état de tractations entre Staline et Hitler ?

Fort heureusement nous avons d'autres armes que la colonnie pour mener la lutte contre ceux qui sacrifient les intérêts des prolétaires à leurs combinaisons parlementaires ou à leur propagande.

Les travailleurs de Grenoble jugent quels sont les renégats : ils savent dire si défend le minimum vital basé sur la démagogie. Ils savent discerner si indique la baisse de niveau de vie qu'implique le rapport des prix de 1939 à 1947.

« Nous vous faisons savoir que nous ne voulons pas sous aucun prétexte que les décisions de la conférence de Clermont-Ferrand soient mises à l'arrière, nous refusant d'être dupes de la propagande de la réaction et de l'instabilité qui paralyse l'action de la Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre, nous vous demandons de prendre les mesures qui s'imposent pour faire aboutir nos revendications de nos 400 fr. par mois de captivité.

« Nous vous faisons savoir que nous ne voulons pas sous aucun prétexte que les décisions de la conférence de Clermont-Ferrand soient mises à l'arrière, nous refusant d'être dupes de la propagande de la réaction et de l'instabilité qui paralyse l'action de la Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre, nous vous demandons de prendre les mesures qui s'imposent pour faire aboutir nos revendications de nos 400 fr. par mois de captivité.

« Nous vous faisons savoir que nous ne voulons pas sous aucun prétexte que les décisions de la conférence de Clermont-Ferrand soient mises à l'arrière, nous refusant d'être dupes de la propagande de la réaction et de l'instabilité qui paralyse l'action de la Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre, nous vous demandons de prendre les mesures qui s'imposent pour faire aboutir nos revendications de nos 400 fr. par mois de captivité.

« Nous vous faisons savoir que nous ne voulons pas sous aucun prétexte que les décisions de la conférence de Clermont-Ferrand soient mises à l'arrière, nous refusant d'être dupes de la propagande de la réaction et de l'instabilité qui paralyse l'action de la Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre, nous vous demandons de prendre les mesures qui s'imposent pour faire aboutir nos revendications de nos 400 fr. par mois de captivité.

« Nous vous faisons savoir que nous ne voulons pas sous aucun prétexte que les décisions de la conférence de Clermont-Ferrand soient mises à l'arrière, nous refusant d'être dupes de la propagande de la réaction et de l'instabilité qui paralyse l'action de la Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre, nous vous demandons de prendre les mesures qui s'imposent pour faire aboutir nos revendications de nos 400 fr. par mois de captivité.

« Nous vous faisons savoir que nous ne voulons pas sous aucun prétexte que les décisions de la conférence de Clermont-Ferrand soient mises à l'arrière, nous refusant d'être dupes de la propagande de la réaction et de l'instabilité qui paralyse l'action de la Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre, nous vous demandons de prendre les mesures qui s'imposent pour faire aboutir nos revendications de nos 400 fr. par mois de captivité.

« Nous vous faisons savoir que nous ne voulons pas sous aucun prétexte que les décisions de la conférence de Clermont-Ferrand soient mises à l'arrière, nous refusant d'être dupes de la propagande de la réaction et de l'instabilité qui paralyse l'action de la Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre, nous vous demandons de prendre les mesures qui s'imposent pour faire aboutir nos revendications de nos 400 fr. par mois de captivité.

« Nous vous faisons savoir que nous ne voulons pas sous aucun prétexte que les décisions de la conférence de Clermont-Ferrand soient mises à l'arrière, nous refusant d'être dupes de la propagande de la réaction et de l'instabilité qui paralyse l'action de la Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre, nous vous demandons de prendre les mesures qui s'imposent pour faire aboutir nos revendications de nos 400 fr. par mois de captivité.

« Nous vous faisons savoir que nous ne voulons pas sous aucun prétexte que les décisions de la conférence de Clermont-Ferrand soient mises à l'arrière, nous refusant d'être dupes de la propagande de la réaction et de l'instabilité qui paralyse l'action de la Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre, nous vous demandons de prendre les mesures qui s'imposent pour faire aboutir nos revendications de nos 400 fr. par mois de captivité.

« Nous vous faisons savoir que nous ne voulons pas sous aucun prétexte que les décisions de la conférence de Clermont-Ferrand soient mises à l'arrière, nous refusant d'être dupes de la propagande de la réaction et de l'instabilité qui paralyse l'action de la Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre, nous vous demandons de prendre les mesures qui s'imposent pour faire aboutir nos revendications de nos 400 fr. par mois de captivité.

« Nous vous faisons savoir que nous ne voulons pas sous aucun prétexte que les décisions de la conférence de Clermont-Ferrand soient mises à l'arrière, nous refusant d'être dupes de la propagande de la réaction et de l'instabilité qui paralyse l'action de la Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre, nous vous demandons de prendre les mesures qui s'imposent pour faire aboutir nos revendications de nos 400 fr. par mois de captivité.

« Nous vous faisons savoir que nous ne voulons pas sous aucun prétexte que les décisions de la conférence de Clermont-Ferrand soient mises à l'arrière, nous refusant d'être dupes de la propagande de la réaction et de l'instabilité qui paralyse l'action de la Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre, nous vous demandons de prendre les mesures qui s'imposent pour faire aboutir nos revendications de nos 400 fr. par mois de captivité.

« Nous vous faisons savoir que nous ne voulons pas sous aucun prétexte que les décisions de la conférence de Clermont-Ferrand soient mises à l'arrière, nous refusant d'être dupes de la propagande de la réaction et de l'instabilité qui paralyse l'action de la Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre, nous vous demandons de prendre les mesures qui s'imposent pour faire aboutir nos revendications de nos 400 fr. par mois de captivité.

« Nous vous faisons savoir que nous ne voulons pas sous aucun prétexte que les décisions de la conférence de Clermont-Ferrand soient mises à l'arrière, nous refusant d'être dupes de la propagande de la réaction et de l'instabilité qui paralyse l'action de la Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre, nous vous demandons de prendre les mesures qui s'imposent pour faire aboutir nos revendications de nos 400 fr. par mois de captivité.

Echos de chez UNIC SALAIRES au rendement... pour le patron

Le grand résultat de la politique du « produire, produire » et du salaire au rendement à été comme nous l'avons prévu, une paralysie des temps. Ceux qui ont préché la production sans revendiquer peuvent être fiers ; ils ont bien travaillé pour le patron. Ce n'est pas tout.

« Au moment des essais, il y a 25 % de baisse sur les temps ; nous sommes allés à 90 minutes, au vilebrequin, la baisse est de plus de 100 minutes.

La prochaine fois que nous retournerons nos manches, ce sera pour casser la figure aux exploitateurs.

Un patron humain

Sur la question traitant de l'indemnité de transport, posée par la délégation, le patron fait savoir qu'il n'est pas hostile à une pareille indemnité, mais qu'il préfère un moyen pour éviter un antagonisme entre les ouvriers demeurant près et ceux demeurant loin de l'usine. « Brave homme, nous en avons les larmes aux yeux », il s'intéresse soignant à l'entente entre les ouvriers.

Décidément, les partisans du salaire au rendement et le patron sont en accord sur un point : la collaboration de classe a du bon. Pour quel ?

« Les faits de La Vérité de chez UNIC »

Directs du gauche...

Envoi de pré-conscrits en Afrique

Un camarade de Saint-Leu nous communique la lettre de menace suivante qui est parvenue aux pré-conscrits réfractaires aux autorités militaires :

« Monsieur le lieutenant-colonel X, commandant le groupement d'Instruction N° 7, fait connaître au commandant du G.S.P. par sa note N°... du 27-3-47.

« Les examens pour le département de... auront lieu du 22 avril au 30 mai.

« 175 « défilants » du G° Y vont être réincorporés et envoyés en Afrique. Il n'est plus question de simples promesses de sanctions, mais d'un ordre formel en cours d'exécution.

« Les pré-conscrits du G.S.P. doivent donc se mettre en rapport avec le lieutenant-colonel X, chef de section pour ne pas manquer leurs dernières séances.

« Seuls, les présents proportionnellement à leurs présences. Les sommes abandonnées par les intéressés serviront de vivres pour leurs camarades. »

Le commandant X.

Racisme chez Duplop

On nous écrit de Montluçon :

Le chef d'atelier de chez Duplop n'aime pas les Algériens. Il nous a gardé de ne pas les laisser entrer lorsqu'ils viennent demander de l'ouvrage. Il ne fait aucune exception pour ceux qui sont anciens prisonniers. Peut-être ne se souvient-il pas de l'Algérie et d'un chassé de l'air.

« Les Algériens sont très malheureux à Montluçon ; ils ne trouvent pas de travail. Ils ont demandé à être employés dans les usines de la ville. Mais le chef d'atelier n'a rien fait pour eux. »

« Il y aurait pourtant énormément de travail à faire dans les usines de la ville. Mais le chef d'atelier n'a rien fait pour eux. »

Bagarre dans un café

Un fait divers a défrayé la chronique de Montluçon ces jours-ci : deux Algériens auraient été tués dans un café par un soldat français.

« Mais la vérité est que ces deux Algériens ont été tués dans un café par un soldat français. »

« Les Algériens sont très malheureux à Montluçon ; ils ne trouvent pas de travail. Ils ont demandé à être employés dans les usines de la ville. Mais le chef d'atelier n'a rien fait pour eux. »

Chantage au baptême

Une jeune femme, en instance de divorce et vivant avec son mari, vient de nous écrire qu'elle a été victime d'un chantage.

« Elle nous écrit qu'elle a été victime d'un chantage. »

Main-d'œuvre au rabais

La C. G. T. a souvent énoncé que la « main-d'œuvre allemande ne portait pas de salaire ». C'est une erreur. Les travailleurs allemands ont des salaires élevés. Ils sont payés à l'état 50 francs par semaine, soit environ 1.500 francs par an. Ils ont des congés payés de 150 jours par an. Ils ont des avantages sociaux. Ils ont des droits de vote. Ils ont des droits de syndicat. Ils ont des droits de grève. Ils ont des droits de participation. Ils ont des droits de consultation. Ils ont des droits de décision. Ils ont des droits de gestion. Ils ont des droits de contrôle. Ils ont des droits de surveillance. Ils ont des droits de vérification. Ils ont des droits de validation. Ils ont des droits de confirmation. Ils ont des droits de ratification. Ils ont des droits de sanction. Ils ont des droits de récompense. Ils ont des droits de punition. Ils ont des droits de sanction. Ils ont des droits de récompense. Ils ont des droits de punition.